

# 14 septembre : communiqué de Riposte laïque

écrit par Christine Tasin | 10 septembre 2013



## COMMUNIQUE DE RIPOSTE LAIQUE

**Denfert-Rochereau, 14 septembre, à 14 heures : Appel à un rassemblement pour défendre la liberté d'expression et le droit à la sécurité pour tous**

Le préfet de police, Bernard Boucault, vient [d'interdire la manifestation](#) appelée par le Collectif de Défense des Libertés Publiques, prévue au métro Duroc, le 14 septembre.

Le prétexte invoqué serait l'organisation d'une contre-manifestation des antifas. *Riposte Laïque* prend acte de cette interdiction, mais remarque que le même préfet avait déjà interdit la manifestation de *Résistance républicaine*, le 22 juin dernier, tout en autorisant, depuis, nombre de manifestations de clandestins et de partisans et adversaires des régimes syriens ou égyptiens, dans les rues de Paris ainsi qu'une manifestation des "antifas" fin juin.

*Riposte Laïque* propose donc aux amoureux de la France et de ses valeurs de se retrouver dans un rassemblement, place Denfert Rochereau, à 14 heures, sur des thèmes essentiels pour la défense de nos droits démocratiques : la liberté

d'expression et le droit à la sécurité pour tous. Or, sur ces deux questions, de graves menaces pèsent sur notre pays. A cause des lois liberticides, les patriotes sont victimes d'un véritable harcèlement judiciaire, orchestré par des associations dites anti-racistes, subventionnées par nos impôts. Le 25 septembre, Pascal Hilout, né Mohamed, et Pierre Cassen passeront en cour d'appel, à Paris, accusés d'incitation à la haine quand ils ne font qu'informer nos concitoyens des réalités de l'islamisation de la France. Christine Tasin, présidente de *Résistance républicaine*, et d'autres animateurs de notre journal sont victimes de plaintes à répétition, dans le but d'asphyxier financièrement une parole libre. D'autres personnalités, comme Renaud Camus, Ivan Rioufol, des militants identitaires et même la présidente du Front national subissent, elles aussi, menaces et poursuites judiciaires.

D'autre part, dans un contexte où l'insécurité et l'hyper-violence frappent tous les jours d'innocentes victimes, le droit à la sûreté pour tous, prévu dans l'article 3 de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, est remis quotidiennement en cause, en France, par la politique laxiste de la Garde des Sceaux, s'inspirant des thèses du syndicat de la Magistrature. Nombre de compatriotes ont payé de leur vie, depuis plus d'un an, cette politique irresponsable qui consiste à remettre en liberté des multirécidivistes violents.

Le nouveau projet de loi que Christiane Taubira entend imposer aux Français va encore accentuer cette dérive, prévoyant des peines de substitution pour tout délit inférieur à 5 ans. Si ce projet était adopté, des millions de paisibles citoyens, souvent les plus vulnérables, deviendraient la proie quotidienne, comme à Colombes récemment, de barbares remis en liberté.

Parce que le droit à la liberté d'expression et à la sécurité pour tous sont indispensables au fonctionnement de toute démocratie digne de ce nom, Riposte Laïque appelle donc tous

les patriotes qui, inquiets de la dérive de ce régime, constatent une régression de ces acquis fondamentaux, à se regrouper, le samedi 14 septembre, au rassemblement que notre journal organise.

Dans l'esprit de l'Union des Patriotes qui anime notre site, des prises de paroles de personnalités et militants issus de milieux politiques et associatifs différents animeront ce rassemblement.